

Intervention 2

La Chine dans la mondialisation

Thierry Sanjuan est professeur à l'Université Paris I Panthéon Sorbonne. Il est également membre de l'association geochina (site geochina.fr). Il a notamment publié un *Atlas de la Chine* aux éditions Autrement.

Introduction :

L'émergence contemporaine de la Chine est un facteur de bouleversement des équilibres mondiaux. La reconnaissance officielle du pays à l'ONU a eu lieu en 1971. Cette décision correspondait alors à l'intérêt des Européens.

Le développement économique chinois remonte au lancement des réformes en 1978. Il a connu une accélération dans les années 2000 et surtout les années 2010 avec un rayonnement non plus seulement économique mais aussi géopolitique et culturel.

On assiste à une évolution de la politique *denguiste* de « profil bas » au « rêve chinois » de Xi Jinping.

Depuis 40 ans, la Chine s'affirme comme une grande puissance mondiale et pas seulement comme une puissance économique.

Elle est une puissance émergente mais différente des Etats-Unis au XX^e siècle (on avait assisté à une instrumentalisation de la mondialisation pour affirmer le pouvoir des Etats-Unis). La Chine est un foyer de civilisation alternatif de l'Occident. Elle n'a pas les mêmes valeurs ni la même conception du pouvoir.

Il s'agit d'une conception spécifique de la puissance et la Chine est un Etat qui se promeut en exemple plus qu'en modèle.

Il faut ainsi comprendre les mécanismes de la stratégie mondiale chinoise depuis sa trajectoire historique, politique et économique.

I) La mondialisation chinoise et sa redéfinition moderne

« La Chine c'est le monde. », elle est sa mondialisation.

Les limites de la Chine sont fixées par les conditions extrêmes : le froid au Nord-est, l'aridité au Nord, les plus hautes terres du monde à l'Ouest, la mer au Sud et à l'Est.

C'est un monde qui satellise à des degrés divers les peuples qui sont autour de lui avec l'empereur en pivot central (il est vu comme un intercesseur entre le ciel et la

terre). Le projet politique chinois impérial n'a jamais été de contrôler tous les Chinois. Son seul but était l'allégeance des élites locales au mandarin local.

Le politique confisque le sacré et norme les croyances. Il diffuse une morale pour le bon comportement des citoyens, car on ne peut pas les contrôler tous, et le respect de l'empereur.

Le passage d'un empire à un état-nation s'est effectué progressivement.

Le projet politique est alors un projet de civilisation qui définit une aire de civilisation qui, elle-même, définit un système politique.

La volonté de gouverner une immensité territoriale est une invention de la dynastie des Han (206 av J-C / 220 ap J-C). Ils revendiquent un mandat du ciel et s'appuient sur le légisme pour centraliser l'État. Un code pénal est créé. La société est hiérarchisée entre l'empereur et ses sujets sur un modèle père-fils de comportement respectueux des citoyens envers l'empereur qui lui confère sa place dominante.

La politique en Chine est avant tout éthique et cosmologique, elle donne de l'importance à l'échelle locale. Il existe un système tributaire pour les provinces éloignées qui viennent chaque année apporter un cadeau à l'empereur pour lui montrer leur allégeance.

La période de la dynastie des Tang (618-907) correspond à un « âge d'or » de la Chine. Celle des Song (960-1279) à la renaissance chinoise.

L'histoire moderne chinoise remonte au XIX^e siècle.

Il y a un double discours chinois sur le sous-développement : il s'agirait à la fois d'une agression impérialiste occidentale et d'une faiblesse interne à gérer les défis tels que l'explosion démographique (220 à 435 millions d'habitants entre 1750 et 1850), le manque de terres pour la population en Chine, le manque d'innovations techniques et le peu de créativité, ainsi que des révoltes (exemple : la révolte des Taiping entre 1851 et 1864 provoquant un affaiblissement du gouvernement central).

Les Qing ont échoué face aux agressions impérialistes au XIX^e siècle. Les frontières du pays ne sont pas reconnues par la Chine avant les années 1990 et toutes les révolutions chinoises du XX^e siècle sont nationales voire nationalistes.

La Chine a connu trois formes de domination étrangère :

- des colonies comme Macao ou Hong Kong
- des concessions étrangères comme Shanghai
- des zones d'influences russes, japonaises, allemandes, françaises, anglaises.

On assiste à une redéfinition nationaliste à la fin de l'empire, appuyée sur la notion de « minzu » (notion de « nation – peuple – ethnie » originaire du Japon) défendant l'idée que la Chine n'est plus un monde, mais qu'elle est le pays des Chinois.

Les projets de modernisation au XX^e siècle ont échoué jusqu'aux années 1970. L'entrée de la Chine à l'ONU en 1971 est un accélérateur du poids international du pays. La Chine est reconnue officiellement par le Japon en 1971, par les Etats-Unis en 1979, alors que les années 1980 marquent la fin de sa rivalité avec Taïwan.

II) L'essor économique, vecteur de puissance

Il y a une importance fondamentale de l'arrivée au pouvoir de Deng Xiaoping pour le lancement du développement économique chinois.

Des zones économiques spéciales sont créées en 1980, 14 villes littorales sont créées en 1984, 3 régions-littorales sont ouvertes en 1985, puis tout le littoral en 1988 ; en 1989, la Chine se ferme de nouveau avant de se rouvrir en 1992. La Chine se modernise alors, s'industrialise à l'image du delta de la rivière des perles via la plaque tournante qu'est Hong-Kong.

La succession de réformes et de politiques d'ouvertures lancées en 1978 donne naissance à des slogans tels que de l'« économie socialiste de marché » ce qui a en fait peu de sens.

L'Etat s'engage alors dans des décollectivisations urbaines : création d'un marché immobilier, formation de sociétés de droit privé (société par actions détenues majoritairement par l'acteur politique). Il s'engage aussi dans une politique de mutation urbaine (exemple : Pudong). Le développement est brutal, on utilise les zones périphériques libres pour moderniser et internationaliser les villes.

L'acteur politique était un acteur économique direct et devient un acteur économique indirect dans les années 1990 car il y a une privatisation des entreprises. Cependant, le rachat de la majorité des parts est effectué par la collectivité.

L'Etat souhaite également utiliser les périphéries urbaines libres pour créer des zones économiques spéciales, créer des quartiers d'affaires ou l'aéroport de Pudong pour donner une dimension internationale aux villes (exemple : le « boulevard du siècle », les « Champs Élysée de Shanghai »).

La puissance chinoise est aujourd'hui essentiellement une puissance économique. La réinsertion économique sino-chinoise ou sino-asiatique favorise l'émergence économique de la Chine qui lui permet de redevenir le grand en Asie après la crise

économique de 1997. Les IDE vers la Chine viennent surtout d'Asie (à 78%, 65% d'Hong Kong, 7% d'Europe et 2% d'Amérique du Nord).

III) Le fait chinois dans le monde : à l'heure du « rêve chinois » et des nouvelles « routes de la soie ».

Les années 1980 sont celles du développement de zones économiques en Chine.

Les années 1990 sont celles du développement du littoral.

Les années 2000 voient l'aménagement de l'intérieur du pays (exemple : le « barrage des 3 gorges »).

Enfin, à partir des années 2010, on assiste à un aménagement du monde par des entreprises chinoises.

Le littoral chinois représente 14 % du territoire, regroupe 45 % de la population, 58 % du PIB, 83 % des IDE, et réalise 88 % des exportations de la Chine. Toutefois, l'écart d'ouverture entre le littoral et l'intérieur s'atténue récemment.

A partir de 1999, l'Etat se lance dans une politique du « going out », les entreprises doivent trouver des marchés ailleurs dans le monde et également dans une politique de désenclavement de l'Ouest de la Chine (exemple : liaison Pékin / Lhasa en 2006 en 48 heures).

En 2001, la Chine fait son entrée à l'OMC.

Il y a une grande importance de l'aménagement du territoire et du BTP dans le PIB chinois.

A partir de 2005, on assiste à une démultiplication des projets de LGV (exemple : Pékin / Tianjin en 20 minutes, liaisons Est-Ouest).

En 2011, on lance des « clusters urbains » dominés par une grande ville et composés d'une hiérarchisation urbaine de villes moyennes, secondaires, de bourgs, avec l'idée de raccorder les campagnes à une dynamique de développement. Une partie de la population de la ville centre est délocalisée à cause de la « gentrification », l'industrie est excentrée afin de développer les petites villes.

Le développement et le lien à la mondialisation se diffusent vers les provinces de l'intérieur (exemple : Xi'an (ancienne capitale des Tang) bénéficie de sa position sur les anciennes routes de la soie, voir les cartes de l'*Atlas de la Chine*).

La question de la normalisation des frontières se pose au même moment : construction des frontières chinoises avec la Russie après des guerres (fleuve Amour, îles cédées à la Chine), à l'Ouest des accords ont été signés dès la chute de l'URSS en 1991. Au Sud, la question des frontières terrestres avec le Vietnam a été réglée au début des années 2000. Ce qui pose problème aujourd'hui ce sont les îles

envahies par la Chine (exemple : îles Paracel ou îles Spratly). Dans ces tensions, c'est la 7^{ème} flotte américaine qui est testée. Avec la Corée du Nord, la frontière a été fixée au mont Paektu.

Taiwan légitime encore le budget militaire chinois, l'île est vue plus comme une alternative à la République populaire de Chine. La question sous-jacente est de savoir s'il peut y avoir plusieurs États de culture chinoise. Il existe une partition entre les centres de recherche installés à Taïwan et les unités de production en Chine. Il y a en fait une complémentarité économique entre les deux pays, avec une réunification tacite. Le statu quo actuel satisfait la Chine qui ne veut pas que Taïwan proclame son indépendance

La Chine s'engage aujourd'hui dans des partenariats multilatéraux.

Elle fournit notamment 45000 soldats à l'ONU, ce qui représente le plus gros contingent de l'institution.

Mais dans le même temps, elle crée des organisations parallèles d'échelle régionale. Tel est le cas pour l'Organisation de coopération de Shanghai qui n'est pas une organisation commerciale, mais avant tout une organisation policière, politique et militaire pour la coopération contre le terrorisme, le fondamentalisme religieux et le sécessionnisme. Il en va de même pour la participation chinoise à la banque de développement des BRICS (2014), à la banque asiatique d'investissements pour les infrastructures (2014), ainsi que les nombreux forums de Boao que la Chine a créé pour les dirigeants gouvernementaux, du monde des affaires et des universités d'Asie.

Les stratégies de la Chine se lisent aujourd'hui à travers le leadership de Xi Jinping.

Le « rêve chinois » c'est le « retour » ou l'arrivée de la Chine comme puissance, avec une volonté de rayer le siècle de la honte (1839-1949) et l'idée d'un *chinese way of life* alternatif à l'*american way of life*.

Wang Huning, un des principaux dirigeants du parti communiste chinois, a lancé l'idée de développer de nouveau des « routes de la soie », des corridors économiques de développement par des axes ferroviaires ou routiers vers l'Afrique ou l'Amérique du Sud, ou encore dans la péninsule Sud-Est asiatique selon un axe Nord-Sud par des entreprises chinoises (exemple : la région du grand Mékong est un lieu d'expérimentation de ces corridors de développement depuis les années 1990).

Il y a aujourd'hui une re-continentalisation des grandes routes d'approvisionnement pour la Chine en complément des anciennes logiques de maritimisation et de littoralisation de l'économie mondiale. Les grandes routes transcontinentales sont mises en valeur.

La Chine s'impose comme une puissance continentale face à la puissance maritime des États-Unis.

Les IDE entrants vers la Chine sont moins élevés que les IDE sortants de Chine (126 Milliards de dollars au lieu de 196 Milliards). Les IDE chinois sortants se dirigent à 66 % vers l'Asie (beaucoup passant par Hong-Kong), vers l'Afrique, mais aussi vers les pays développés d'Europe ou d'Amérique du Nord. Il y a une importance de la présence chinoise en Afrique, notamment pour l'acquisition de minerais.

Les Instituts Confucius assurent une présence culturelle chinoise dans le monde, c'est un exemple de *softpower* plutôt hard dans les faits, le mandarin étant ainsi diffusé dans la diaspora chinoise qui parle cantonnais.

Conclusion :

La Chine a un poids nouveau dans les institutions mondiales, mais elle n'a plus une croissance à deux chiffres aujourd'hui. Avec une croissance à 6,7 %, de récents problèmes de chômage, des besoins en emplois et en énergie, la Chine est obligée de s'intéresser au monde. Ce pays est contraint à la puissance par sa composition, sa nature et sa démesure intérieure.

La Chine ne veut pas imposer son modèle au monde, mais plutôt diffuser un exemple de mondialisation. Elle est une grande puissance, mais sans valeur universelle. « La Chine n'a pas vocation à nous rendre Chinois ».